

les RDV prochains

Le séminaire « co-construction du Plan chlordécone 2 »

→ a été reporté en septembre afin d'élargir en amont la consultation. Il se déroulera sur les 2 îles.

Réunion de quartier hebdomadaire sur le programme JAJA

→ jusqu'à fin juillet sur les communes de Capesterre-Belle-Eau et Trois-Rivières.

→ BAROMÈTRE

Le baromètre Ipsos de mai continue à livrer ses résultats...

Sur les contrôles sanitaires effectués sur les aliments, **53%** des sondés en Martinique et **60%** en Guadeloupe ne connaissent pas l'existence des contrôles sanitaires. De plus, seules **41%** des personnes interrogées en Guadeloupe et **45%** en Martinique font confiance à ces contrôles. Une méconnaissance de la réalité, au regard des **5000** contrôles effectués sur les lieux de vente entre 2008 et 2009. Rappelons toutefois que ce sondage a eu lieu avant la tenue du Grephy et du Grepp qui ont donné l'occasion de communiquer par voie de presse sur le bilan des contrôles. Le prochain baromètre est prévu en septembre. Il permettra de sonder le ressenti du panel sur l'actualité chlordécone et l'impact de la communication de juillet.

Directeur de publication : Eric Godard
Conception Rédaction : Mots D'ici
Publication mensuelle : juillet 2010
Imprimée à 150 ex

→ SORTIE DE L'ÉTUDE KARUPROSTATE

Actualités

Le 21 juin dernier, Pascal Blanchet du CHU de Pointe-à-Pitre et Luc Multigner de l'INSERM, présentaient à la presse les conclusions de leurs recherches dans le cadre du programme karuprostate. Luc Multigner revient sur cette étude, publiée dans le Journal of Clinical Oncology.

Quelle a été la méthodologie utilisée ?

LM - L'exposition à la chlordécone a été estimée chez 623 hommes nouvellement atteints d'un cancer de la prostate et chez 671 hommes indemnes de la maladie (témoins), originaires de Guadeloupe, Martinique, Haïti et Dominique, à partir de l'analyse de leur taux sanguin entre 2004 et 2007. L'insecticide a été retrouvé dans le sang de 67 % des participants et à des concentrations médianes de 0,40 microgramme par litre.

Que montrent les résultats ?

LM - Les résultats montrent une augmentation significative du risque de développer un cancer de la prostate chez les hommes les plus exposés (concentrations sanguines supérieures à 1 microgramme par litre), soit 20 % de la population étudiée. Cette augmentation de risque est plus marquée chez les hommes ayant des antécédents familiaux de ce cancer et chez ceux ayant

séjourné plus d'un an dans un pays occidental et industrialisé.

En conclusion ?

LM - Cela signifie que les interactions avec des facteurs génétiques individuels (antécédents de cancer de la prostate chez le père ou frère) et avec d'autres facteurs environnementaux (coexposition à d'autres polluants ou alimentation propre aux pays occidentaux) jouent un rôle important dans la manifestation de l'effet délétère de la chlordécone vis-à-vis de la prostate. Si l'exposition à la chlordécone apparaît bien comme un facteur de risque supplémentaire à la survenue du cancer de la prostate aux Antilles, d'autres facteurs interviennent pour expliquer la forte incidence de la maladie.

Pour en savoir plus :

http://www.inserm.fr/content/download/12609/94736/file/cp_multigner_blanchet_22062010_der.pdf

Lancement de la communication grand public

Faire le point sur les avancées obtenues grâce aux actions du Plan chlordécone... mais aussi prodiguer des conseils pratiques pour réduire l'exposition à la chlordécone.

C'est l'objectif de la campagne, menée en juillet en Guadeloupe et en Martinique. Les foyers des 2 îles recevront prochainement dans leurs boîtes aux lettres une brochure Plan chlordécone. L'information a été aussi relayée via des publi-rédactionnels. La communication grand public devrait monter en puissance fin 2010 et en 2011.



Du Pr. William Dab

Chaire d'Hygiène et Sécurité du CNAM, Paris
Ancien Directeur Général de la Santé
Président du Conseil Scientifique

Focus

→ LES MESURES PÊCHE

Les professionnels guadeloupéens s'organisent

Conserver le capital confiance des consommateurs...une priorité pour les professionnels de Guadeloupe.

Le Comité des Pêches de Guadeloupe a ainsi organisé une conférence de presse pour présenter les résultats de l'étude d'impact en milieu marin. Ils ont rappelé également à la population qu'ils géreront au mieux cette situation pour proposer sur les étals de Guadeloupe des produits propres à la consommation.

Cette communication fait suite à l'arrêté du 18 juin dernier de la Préfecture de Guadeloupe qui interdit toute activité halieutique sur une bande côtière de 500 mètres, et partiellement au-delà, jusqu'à une profondeur de 100 m entre Goyave et Trois-Rivières, ainsi que le prélèvement des crabes de terre.

Les résultats d'analyses ont en effet révélé que la contamination de la faune



par la chlordécone est essentiellement localisée au niveau des secteurs situés en contrebas du « croissant bananier ». La pêche dans ce secteur ne représente environ que 5% du tonnage des produits issus des eaux guadeloupéennes. Une contamination à un niveau moindre et limitée à certaines espèces est observée en périphérie de cette zone. Entre 2008 et 2009, plus de 800 échantillons de poissons et crustacés ont été analysés sur les côtes guadeloupéennes.

Le préjudice direct aux activités de pêche du sud Basse Terre concerne une centaine de navires sur 1200 que compte la profession en Guadeloupe. Ils ont d'ores et déjà redéployé leur activité au-delà de la zone des 500 mètres.



Le Comité des pêches lance une campagne de sensibilisation auprès des pêcheurs et des consommateurs. (N.C.-D.)

→ DU CÔTÉ du Laboratoire Départemental d'Analyses de la Martinique

Le LDA (ex LDH) est un service du Conseil Général de la Martinique, et participe activement depuis plus de 30 ans au maintien de la santé publique dans la zone Caraïbe.

Depuis novembre 2009, il est désormais en mesure de réaliser les analyses de pesticides dans les eaux et les sols, grâce à la mise en route de sa nouvelle unité technique des micropolluants organiques (UMPO). Une avancée notable pour les capacités d'analyse locale. C'est dans le cadre de sa politique relative à la sécurité environnementale et sanitaire, que le Conseil Général a décidé de développer les activités du LDA dans le domaine de l'analyse des pesticides. Il s'agit pour l'ensemble des

acteurs d'avoir un outil de proximité pour une meilleure réactivité dans la gestion des pollutions par les pesticides. Aujourd'hui, l'unité UMPO est dotée des équipements de pointe les plus modernes. En septembre 2009, une équipe du LDA 26 a habilité le personnel de l'unité. Afin de s'assurer que la qualité des analyses est maintenue constante, l'unité participe à des essais interlaboratoires.

Vous avez publié récemment un rapport intitulé «Impact sanitaire de l'utilisation du chlordécone aux Antilles françaises : recommandations pour les recherches et les actions de santé publique».

Quelles en sont les grandes lignes ?

Ce rapport montre que l'on dispose des connaissances nécessaires pour fonder l'action. D'autre part, nous avons constaté qu'il est indispensable d'identifier des lacunes de connaissance pour hiérarchiser les efforts de recherche. En effet, il existe des groupes de personnes plus ou moins exposés sur lesquelles on n'a pas d'information quant à leur état de santé. Je pense particulièrement aux travailleurs des bananeraies et aux pêcheurs. De plus, il existe une problématique de sols pollués dont la durée est particulièrement longue. La population doit donc s'adapter de manière durable, et nous préconisons la mise en place d'un dispositif de suivi régulier de l'imprégnation des organismes humains à la chlordécone. Enfin, le rapport met en exergue la méconnaissance sur l'état de santé des enfants, surtout de ceux qui vivent près des parcelles contaminées. Un suivi de leur état de santé doit être élaboré en fonction de l'exposition.

Dans votre rapport, vous évoquez d'autres risques qui pourraient être plus importants que la chlordécone pour la population antillaise... que voulez-vous dire ?

Actuellement, on met en garde une certaine frange de la population sur la consommation des légumes racines. Mais il faut faire attention et intégrer ce qu'elle va utiliser pour remplacer ces légumes. En effet, la consommation d'aliments trop gras pourrait être dangereuse pour la santé, contribuant par exemple au diabète et à l'obésité. Il faut veiller à ce que le remède ne soit pas pire que le mal.

En conclusion ?

Il faut gérer l'exposition à la chlordécone en organisant une action intelligente fondée sur les données de la science. Mais nous avons une position intermédiaire entre le négationnisme de certains, et l'«hyperalarmisme» des autres. Nous pensons qu'il n'y a pas ici une urgence de santé publique. La prise en compte de l'exposition à la chlordécone doit être une entreprise de longue haleine, il n'y a pas de nécessité d'«hyperalerter» la population. Il faut en appeler à la responsabilité de chacun, et à un débat collectif impliquant toutes les générations.